

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

**Vingt et unième session
Naples, Italie**

1^{er}-6 décembre 1997

Point 4 de l'ordre du jour provisoire : Rapport du Secrétaire sur les activités entreprises par le Secrétariat depuis la 20^e session du Comité

RESUME

Ce document présente une vue d'ensemble de quelques unes des activités réalisées par le Centre du patrimoine mondial pour servir les organes statutaires entre décembre 1996 et novembre 1997 sous les rubriques suivantes :

1. Introduction
2. Etats parties à la Convention du patrimoine mondial
3. Réunions statutaires en 1997
4. Vérification externe des comptes du Fonds du patrimoine mondial pour 1996 et Revue de la gestion du Centre du patrimoine mondial
5. Coopération avec les organismes consultatifs, d'autres secrétariats de conventions et d'autres organisations
6. La Stratégie globale
7. La Liste du patrimoine mondial
8. Suivi et soumission de rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial
9. Assistance internationale
10. Patrimoine mondial en danger et patrimoine mondial menacé
11. Autres activités de formation
12. Documentation, information et éducation.

On trouvera des détails supplémentaires dans les documents de travail (**WHC-97/CONF.208/1 à WHC-97/CONF.208/16**) et les documents d'information concernés (**WHC-97/CONF.208/INF.1 à WHC-97/CONF.208/INF.16**), présentés à la vingt et unième session du Comité du patrimoine mondial.

TABLE DES MATIERES

		Page
1.	Introduction	4
2.	Etats parties à la <i>Convention du patrimoine mondial</i>	4
3.	Réunions statutaires en 1997	4
4.	Vérification externe des comptes du Fonds du patrimoine mondial pour 1996 et Revue de la gestion du Centre du patrimoine mondial	5
	(i) Organe consultatif	
	(ii) Vérification externe des comptes du Fonds du patrimoine mondial pour 1996	
	(iii) Revue de la gestion du Centre du patrimoine mondial	
	(iv) Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1997	
5.	Coopération avec les organismes consultatifs, d'autres secrétariats de conventions et d'autres organisations	6
	(i) Coopération avec les organismes consultatifs	
	(ii) Coopération avec d'autres secrétariats de conventions	
	(iii) Coopération avec d'autres organisations	
6.	La Stratégie globale	9
	(i) Listes indicatives	
	(ii) La Stratégie globale	
7.	La Liste du patrimoine mondial	10
	(i) La Liste du patrimoine mondial	
	(ii) Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial pour 1997	
	(iii) Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial pour 1998	
	(iv) Analyse régionale de la Liste du patrimoine mondial	
8.	Suivi et soumission de rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial	11
9.	Assistance internationale	12
	(ii) Assistance technique	
	(iii) Assistance pour la formation	
	(iv) Assistance d'urgence	
10.	Patrimoine mondial en péril et patrimoine mondial menacé	16
	(i) République démocratique du Congo	
	(ii) Incendies en Indonésie	
	(iii) Butrinti, Albanie	
	(iv) Parc national de l'Ichkeul, Tunisie	
11.	Autres activités de formation	17

12. Documentation, information et éducation	18
(i) Vue d'ensemble	
(ii) Information sur le patrimoine mondial	
(iii) Expositions et manifestations spéciales	
(iv) Publications	
(v) Internet	
(vi) Projet éducatif sur le patrimoine mondial et les jeunes	

Annexes

Annexe I	Etats parties à la <i>Convention du patrimoine mondial</i>, 1973-1997
Annexe II	Sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, par région
Annexe III	Nouvelles propositions d'inscription en 1997
Annexe IV	Rapports sur l'état de conservation de biens, par région, en 1997
Annexe V	Statistiques d'utilisation du site Web sur le patrimoine mondial en 1997

1. Introduction

Ce document présente une vue d'ensemble de certaines de quelques unes des activités réalisées par le Centre du patrimoine mondial, UNESCO (Paris, France) pour servir les intérêts des organes statutaires du patrimoine mondial entre décembre 1996 et novembre 1997. Ce travail a été entrepris en coopération avec des Etats parties, les organismes consultatifs (l'ICCROM, l'ICOMOS et l'UICN), d'autres secteurs de l'UNESCO et d'autres partenaires.

On trouvera des informations détaillées sur chacune de ces activités dans les documents de travail concernés (**WHC-97/CONF.208/1 à WHC-97/CONF.208/16**) et dans les documents d'information (**WHC-97/CONF.208/INF.1 à WHC-97/CONF.208/INF.16**) présentés à la vingt et unième session du Comité du patrimoine mondial.

Des informations complémentaires sur certaines de ces activités figurent sur le site Web du Centre du patrimoine mondial www.unesco.org/whc ainsi que dans les trois numéros de *La Lettre du patrimoine mondial* et les 18 bulletins électroniques de *WHNEWS* diffusés en 1997.

2. Etats parties à la *Convention du patrimoine mondial*

En date du 7 novembre 1997, 152 des 185 Etats membres de l'UNESCO étaient Etats parties à la *Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel*.

Depuis la 20^e session du Comité du patrimoine mondial en décembre 1996, l'Andorre, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Afrique du Sud, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Surinam ont adhéré à la *Convention*.

En 1997, le Centre a continué à demander à ceux des Etats membres de l'UNESCO qui n'avaient pas ratifié la *Convention* de devenir Etats parties.

L'**Annexe I** montre l'augmentation cumulative et régulière du nombre d'Etats parties à la *Convention* de 1973 à 1997.

3. Réunions statutaires en 1997

La 21^e session du **Bureau** du Comité du patrimoine mondial s'est tenue au Siège de l'UNESCO du 23 au 28 juin 1997 (voir le Rapport du Rapporteur **WHC-97/CONF.208/4A**).

Lors de la 29^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, **L'Assemblée générale des Etats parties** s'est réunie le 28 octobre 1997. Sept nouveaux membres du Comité ont été élus au cours de l'Assemblée générale, à savoir la Finlande, la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la République de Corée, la Thaïlande et le Zimbabwe. Les quatorze autres membres du Comité sont l'Australie, le Bénin, le Brésil, le Canada, Cuba, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, le Liban, Malte, le Maroc et le Niger.

L'Assemblée générale a étudié et adopté une recommandation sur le suivi et la présentation de rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial qui avait été proposée par le Comité du patrimoine mondial à sa 20^e session. Le projet de résolution qui est fondé sur l'article 29 de la *Convention du patrimoine mondial* a ensuite été étudié et adopté par la 29^e Conférence générale de l'UNESCO.

Le 29 octobre, 1997, une **session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial** s'est réunie au Siège de l'UNESCO pour élire un nouveau Bureau. Le nouveau Président est le Pr Francesco Francioni, d'Italie ; les cinq Vice-Présidents sont le Bénin, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et le Maroc, et le nouveau Rapporteur est M. Noël Fattal, du Liban.

La **29e session de la Conférence générale** tenue au Siège de l'UNESCO du 21 octobre au 13 novembre 1997 a approuvé le Programme et le Budget de l'UNESCO pour 1998-1999. Le 29C/5 comprend le Sous-programme III.1.2, "Promotion de la Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel", avec six grandes lignes d'action pour le nouvel exercice biennal, à savoir : fonctions statutaires, la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial représentative, le renforcement des capacités pour la protection et la gestion des biens du patrimoine mondial, le suivi et la présentation de rapports sur l'état de conservation de biens du patrimoine mondial, la sensibilisation au patrimoine mondial et l'éducation concernant le patrimoine mondial.

La 29^e session extraordinaire du **Bureau** se tiendra à Naples, Italie, les 28 et 29 novembre 1997 (voir le Rapport du Rapporteur **WHC-97/CONF.208/4B**).

4. Vérification externe des comptes du Fonds du patrimoine mondial pour 1996 et Revue de la gestion du Centre du patrimoine mondial

(i) Organe consultatif

Un **Organe consultatif** a été créé par le Comité du patrimoine mondial à sa 20^e session pour prendre des mesures concernant le projet adopté par le Comité : "pour entreprendre une revue de la manière dont le Centre du patrimoine mondial a assisté le Comité dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial". Les membres de l'Organe consultatif sont l'Australie, le Bénin, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, Malte et le Mexique. Il s'est réuni à Paris les 1^{er} et 2 avril 1997 (voir Annexe VIII.3 du document **WHC-97/CONF.208/4A**), le 20 juin 1997 (voir Annexe VIII.4 de **WHC-97/CONF.208/4A**), les 30 and 31 octobre 1997 (**WHC-97/CONF.208/5**) et il est prévu qu'il se réunisse de nouveau à la fin du mois de novembre. Le rapport du travail de l'Organe consultatif sera présenté à la 25^e session du Comité.

(ii) Vérification externe des comptes du Fonds du patrimoine mondial pour 1996

Une vérification externe des comptes du Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice clos le 31 décembre 1996 a été demandée par le Comité du patrimoine mondial à sa 20^e session. La vérification externe des comptes entreprise par le Commissaire aux comptes, Vérificateur général du Canada, a été terminée en juin 1997. Le commentaire d'ensemble du Commissaire aux comptes a été bon. Celui-ci a fait la déclaration suivante :

"A mon avis, les transactions du Fonds [du patrimoine mondial] examinées lors de mon audit des états financiers étaient en conformité, à tous égards notables, avec le Règlement financier et les autorités législatives du Fonds et de l'UNESCO."

Le rapport du Commissaire aux comptes figure à l'Annexe VIII du **WHC-97/CONF.208/4A**. Les commentaires par écrit du Directeur général sont inclus à l'Annexe VIII.2 du **WHC-97/CONF.208/4A**.

A la suite des recommandations du Commissaire aux comptes, le travail d'amélioration du fonctionnement administratif du Centre est en cours. Le Directeur général a assuré un

renforcement de l'administration du Centre par la nomination récente, mais retardée, d'un administrateur professionnel.

(iii) Revue de la gestion du Centre du patrimoine mondial

Le Comité du patrimoine mondial a également demandé à sa 20^e session une revue de la gestion du Centre. Cette revue a également été entreprise par le Commissaire aux comptes dont le rapport a été mis à la disposition du Directeur général de l'UNESCO la troisième semaine de novembre 1997 (voir **WHC-97/CONF.208/5**).

(iv) Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1997

Un tableau présentant le personnel et les consultants travaillant au Centre ainsi que l'organigramme du Centre figurent dans le **WHC-97/CONF.208/13**.

En 1997 deux membres du personnel de niveau P5 ont été transférés hors du Centre, ainsi que leur poste. Un administrateur professionnel a été recruté au niveau P3.

Cinq experts associés au total ont été mis à disposition par l'Autriche, le Danemark, le Japon (deux experts) et la Suède respectivement et du personnel a été détaché par la Commission nationale pour l'UNESCO et la France (deux personnes).

5. Coopération avec les organismes consultatifs, des secrétariats d'autres conventions et d'autres organisations

(i) Coopération avec les organismes consultatifs

La coordination des activités du patrimoine mondial entre les **organismes consultatifs** et le Centre du patrimoine mondial a été débattue lors d'une réunion tenue le 3 février 1997 à l'ICCROM à Rome, Italie, et lors d'une seconde réunion le 8 septembre 1997 à l'ICOMOS à Paris, France.

Le mémorandum d'accord (MOU) entre le Centre et l'Union mondiale pour la nature (**UICN**), signé en octobre 1996, a facilité la gestion des contrats établis avec l'UICN pour des services consultatifs relatifs à l'évaluation des propositions d'inscription, le suivi réactif, la formation et les études globales et a renforcé la participation du réseau mondial d'experts de l'UICN au travail de la *Convention*. Ces améliorations de la coopération entre le Centre et l'UICN (y compris avec la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) et le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (**WCMC**) en 1997 devraient être encore consolidées en 1998. Un rapport détaillé sur les activités entreprises par l'UICN depuis la 20^e session du Comité du patrimoine mondial et une justification des dépenses selon le plan de travail approuvé par le Comité sont présentés dans le **WHC-97/CONF.208/INF.6A**.

Un mémorandum d'accord entre le Centre et le Conseil international des monuments et des sites (**ICOMOS**) est en attente de signature. Un rapport détaillé des activités entreprises par l'ICOMOS depuis la 20^e session du Comité du patrimoine mondial et une justification des dépenses selon le plan de travail approuvé par le Comité figure dans le **WHC-97/CONF.208/INF.6B**.

Un mémorandum d'accord entre le Centre et le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (**ICCROM**) est en attente de signature. Un

rapport détaillé des activités entreprises par l'ICCROM depuis la 20^e session du Comité du patrimoine mondial et la justification des dépenses selon le plan de travail adopté par le Comité sont présentés dans le **WHC-97/CONF.208/INF.6C**.

(ii) Coopération avec les secrétariats d'autres conventions

En 1997, le Centre du patrimoine mondial a pris part à une série de réunions pour passer en revue la *Convention de La Haye de 1954*. Il a été débattu durant ces réunions du lancement récent du Comité international du Bouclier bleu et des propositions d'amélioration des liens entre la *Convention de La Haye* et la *Convention du patrimoine mondial*. À sa 21^e session, le Comité recevra un rapport sur le patrimoine mondial et la prévention du **trafic illicite** de biens culturels mobiliers (voir **WHC-97/CONF.208/15**).

En 1997, la Présidente a approuvé l'octroi d'une contribution du Fonds du patrimoine mondial pour réaliser une étude de faisabilité - actuellement entreprise par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC) - en vue d'une gestion harmonisée de l'information entre les différentes conventions relatives à la conservation de la diversité biologique. Les autres secrétariats de conventions participant à cette activité et qui ont également tous donné des contributions financières sont : **la Convention sur la diversité biologique, la Convention CITES, la Convention de Ramsar et la Convention sur les espèces migratrices**. Les résultats de l'étude, prévus pour le début de 1998, indiqueront les possibilités de coopération de partage de l'information entre les conventions et la faisabilité d'une présentation groupée de rapports par les États parties aux différentes conventions.

Le Centre est en consultation avec la **Convention sur la diversité biologique** pour étudier la faisabilité d'établissement d'un mémorandum d'accord.

En 1997, le Centre a participé à l'élaboration d'un projet de texte juridique pour la "Convention européenne sur le paysage" lors de séances du **Conseil de l'Europe**. Le projet de texte propose un accord entre la *Convention du patrimoine mondial* et la "Convention européenne sur le paysage" à l'étude (voir **WHC-97/CONF.208/INF.12**).

(iii) Coopération avec d'autres organisations

Le Directeur du Centre a assisté à la 5^e Conférence annuelle de la **Banque mondiale** sur "Le développement durable sur le plan de l'environnement et sur le plan social", à Washington D.C., États-Unis d'Amérique, du 6 au 8 octobre 1997. Le Directeur du Centre a fait un exposé sur la conservation de la diversité biologique. Il a été débattu de possibilités de renforcement de la coopération entre la Banque mondiale et le Centre, en particulier en ce qui concerne le patrimoine naturel et les villes du patrimoine mondial ; ces discussions seront approfondies en 1998.

Le Centre a renforcé sa collaboration avec le **Fonds mondial pour les monuments** en participant à la réunion du Groupe de sélection de suivi des monuments du monde tenue à New York, États-Unis d'Amérique, en avril 1997. Le Fonds mondial pour les monuments fournit des possibilités de financement pour des projets de conservation dans un certain nombre de sites du patrimoine mondial.

La poursuite de la coopération entre **Europa Nostra** et le Centre est plus précisément axée sur le suivi et la protection des paysages culturels.

Le Centre a participé au 4^e Symposium international de l'**Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)** à Evora, Portugal, du 17 au 20 septembre 1997, sur le thème "Tourisme et villes du patrimoine mondial : défis et possibilités", ainsi qu'à la 3^e Assemblée générale de l'Organisation.

La coopération entre le Centre et le **Bureau nordique du patrimoine mondial (NWHO)** (créé en 1996 et entièrement financé par la Norvège) s'est poursuivie en 1997. Le rapport annuel du NWHO figure dans le **WHC-97/CONF.208/INF.10**.

Des missions du Centre et du **NWHO** ont été organisées en Lettonie et en Estonie afin de discuter de la coopération future et d'assister les Etats parties dans la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial*. Les autorités de Riga ont fait part de la nécessité de réhabiliter la ville mais il faut pouvoir disposer d'un concept d'aménagement urbain intégré en conformité avec la *Convention*. A la demande du gouvernement letton, il a été demandé au NWHO de fournir, en coopération avec l'UNESCO, une assistance dans le domaine de la conservation du bois (une des plus hautes priorités en Lettonie). Un petit projet de conservation de maisons en bois a été défini et pourrait être financé par les pays nordiques.

La renaissance culturelle, thème prévalent à Tallinn, Estonie, est largement soutenu par la prise de conscience active et la bonne volonté des habitants qui veulent préserver leur patrimoine. Bien que, visiblement, beaucoup de projets de restauration soient en cours, les autorités estiment devoir développer une prise de conscience de l'importance des monuments historiques et de la nécessité pour les habitants et les investisseurs privés d'utiliser des matériaux authentiques. Il est également nécessaire de disposer d'urgence d'un plan directeur de toute la zone de Tallinn.

Le **NWHO** compte organiser avec les autorités de Lettonie un séminaire à Riga sur le développement durable dans les villes. Sous l'égide du programme "Villes historiques viables", des études de cas seront réalisées à Tallinn, Estonie, et à Visby, Suède, en 1998, ce qui aidera à établir des directives pratiques de gestion urbaine.

Le financement de certains projets de coopération pour la sauvegarde et le développement durable de villes du patrimoine mondial en Asie est assuré par le Centre, dans le cadre d'accords entre les autorités locales asiatiques, l'**Union européenne** et des pays de l'Union européenne tels que la France et le Royaume-Uni, et grâce à des dons du secteur privé. A partir de l'expérience de coopération établie entre Luang Prabang, Laos, et Chinon, France, le Centre a facilité la coopération entre Huê, Viet Nam et la Communauté urbaine de Lille, France, ainsi qu'entre les zones de monuments de Bhaktapur et Patan dans la Vallée de Kathmandu, Népal et Bath et Chester, Royaume-Uni. La *Commission intra muros*, responsable de la gestion de Manille intra muros, Philippines, où est située le site du patrimoine mondial de l'église San Augustin, a demandé le soutien du Centre pour trouver un partenaire européen adapté, dans le cadre de ce projet européen. Le Centre a organisé la signature d'un accord de protection entre l'UNESCO et le gouvernement français en octobre 1997 pour la sauvegarde et le développement de sites de monuments et de sites urbains. Cet accord constitue une occasion notable de renforcement de la politique de coopération décentralisée, en favorisant le développement durable de sites du patrimoine mondial.

Un projet de tourisme culturel au Mali a été mené à bien avec des fonds du **PNUD** et un projet en Ethiopie va être financé par la **NORAD**.

Le projet de conservation intégrée pour l'Ile de Mozambique a été mis au point et un fonds de dépôt a été ouvert. Le **PNUD** a fourni des fonds pour la préparation de l'avant-projet et un

expert associé a été mis à disposition par la Finlande pour deux ans afin de travailler à la conservation de l'Ile de Mozambique.

6. La Stratégie globale

(i) Listes indicatives

Sur les 152 Etats parties à la *Convention*, 84 ont présenté des listes indicatives conformes au format spécifié dans les *Orientations* (voir **WHC-97/CONF.208/9**). Ce chiffre représente un net progrès comparé à 1996 où 72 listes indicatives avaient été reçues.

De nouveaux efforts sont cependant nécessaires pour assurer la préparation systématique et l'utilisation des listes indicatives pour l'identification, l'estimation et l'évaluation de biens pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Le rapport de décembre 1996 du Conseil des ministres nordiques intitulé "Patrimoine mondial nordique" a passé systématiquement en revue le patrimoine culturel et naturel des pays de cette région afin d'assurer une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative. Le contenu du rapport a été étudié en détail lors d'une réunion de suivi tenue en Islande du 11 au 13 août 1997.

(ii) La Stratégie globale

Une vue d'ensemble des progrès réalisés en 1997 dans la mise en œuvre de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial plus équilibrée et représentative figure dans **WHC-97/CONF.208/11**.

En 1997, un atelier de suivi des réunions de Stratégie globale de 1995 et 1996 en Afrique s'est tenu à Bagamayo, Tanzanie, du 19 au 21 août 1997, avec la participation de dix pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Les recommandations de l'atelier figurent à l'Annexe II de **WHC-97/CONF.208/11**.

Une réunion de Stratégie globale pour la région du Pacifique s'est tenue à Suva, Fidji, du 15 au 18 juillet 1997. Les "Conclusions et recommandations" de la réunion des Fidji sont présentées au Comité en tant que document d'information **WHC-97/CONF.208/INF.8**. La 29^e Conférence générale de l'UNESCO a adopté une Résolution définissant une approche unificatrice et transdisciplinaire d'initiatives de développement durable dans le Pacifique et un Plan d'action pour un programme "Opération Pacifique" est en cours. Le Centre participe à l'élaboration du Plan d'action et soutiendra la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie globale pour le Pacifique, particulièrement les Conclusions et recommandations de la réunion de Stratégie globale tenue à Suva, Fidji, dans le cadre de sa contribution aux activités d'"Opération Pacifique".

Pour ce qui est du patrimoine naturel, des études thématiques sur les forêts tropicales, les zones humides et les écosystèmes côtiers et marins financées par une contribution de l'Australie sont actuellement entreprises par l'UICN et le WCMC. Des exemplaires de certaines publications réalisées à partir des conclusions des études sont à la disposition des membres du Comité pour examen.

Les préparatifs de la Réunion d'experts sur la Stratégie globale pour le patrimoine naturel et culturel prévue aux Pays-Bas en 1998 ont commencé. Il est à noter qu'une réunion de consultation sur la portée et l'ordre du jour de la réunion s'est tenue le 28 juin 1997.

Une seconde réunion de directeurs du patrimoine culturel a eu lieu à Carthagène, Colombie, les 27 et 28 mai 1997, en prévision du 9^e Forum des ministres de la Culture d'Amérique latine et des Caraïbes. Les ministres ont soutenu l'initiative de la Colombie de préparer l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial d'un ensemble cohérent de fortifications dans les Caraïbes. Ils ont également apporté leur appui à l'étude de nouvelles catégories de patrimoine culturel et naturel dans le cadre de la *Convention du patrimoine mondial*, comme des paysages culturels, des routes culturelles, un patrimoine industriel, le patrimoine des XIX^e et XX^e siècles et des expressions de cultures vivantes.

L'exposition itinérante "Nouveaux regards sur l'Afrique" a voyagé au Zimbabwe, en Ethiopie, au Kenya et en Tanzanie. Elle est composée de 21 panneaux, 114 photos, 33 dessins, des cartes et des gravures.

Une représentante du Centre a prononcé un discours à un atelier sur le patrimoine naturel européen organisé par la CMAP/UICN et les autorités allemandes à Vilm/Rügen, Allemagne, du 8 au 13 novembre 1997.

Des mesures pour renforcer l'application des catégories de paysages culturels du patrimoine mondial ont été prises en 1997 avec la participation du Centre dans un certain nombre de réunions spécifiques de sites sur l'identification (p. ex. dans la Vallée du Rhin, les 6 et 7 novembre 1997) et la protection ("Patrimoine et paysage", Sintra, Portugal, 23-25 octobre 1997) de paysages culturels.

7. La Liste du patrimoine mondial

(i) La Liste du patrimoine mondial

A la suite des décisions prises par le Comité du patrimoine mondial à sa 20^e session à Mérida, Mexique, en décembre 1996, la Liste du patrimoine mondial comprend maintenant **506** biens (**380** biens culturels, **107** biens naturels et **19** biens mixtes) situés sur le territoire de **108** Etats parties au total.

(ii) Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 1997

A sa 21^e session, le Bureau du Comité du patrimoine mondial (23 au 28 juin 1997) a étudié un total de **55** nouvelles propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial (**13** biens naturels, **41** biens culturels et **1** bien mixte culturel et naturel). (Voir à ce sujet le Rapport du Rapporteur du Bureau présenté au Comité (**WHC-97/CONF.208/4A**)).

L'**Annexe II** montre l'augmentation cumulative et régulière du nombre de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial par région de 1978 à 1996.

A la suite des recommandations du Bureau, la 21^e session du Comité du patrimoine mondial étudiera un total de **48** propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial (**7** biens naturels, **39** biens culturels et **2** biens mixtes culturels et naturels) (voir **WHC-97/CONF.208/10**).

(iii) Propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial pour 1998

Pour 1998, un total de **42** propositions d'inscription (5 biens naturels, 1 bien mixte et 36 biens culturels) ont été transmises à l'UICN et à l'ICOMOS par le Centre du patrimoine mondial pour évaluation.

(iv) Analyse régionale de la Liste du patrimoine mondial

La répartition régionale des nouvelles propositions d'inscription reste déséquilibrée, favorisant l'Europe occidentale pour 1997, comme il apparaît dans l'**Annexe III**.

Toutefois, il est satisfaisant de noter qu'en 1997 le Comité étudie des propositions d'inscription de cinq Etats parties (Dominique, Estonie, Kenya, Lettonie et Myanmar) pour la première fois.

8. Suivi et soumission de rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

Un total de 127 rapports sur l'état de conservation de biens aura été étudié par les 21^e sessions du Bureau et/ou du Comité en 1997 (voir **WHC-97/CONF.208/4A**, **WHC-97/CONF.208/8A** et **WHC-97/CONF.208/8B**). Sur les 59 rapports sur le patrimoine culturel, 5 viennent d'Afrique, 15 des Etats arabes, 12 d'Asie et du Pacifique, 21 d'Europe et d'Amérique du Nord et 6 d'Amérique latine et des Caraïbes. Sur les 66 rapports sur le patrimoine naturel, 16 viennent d'Afrique, 5 des Etats arabes, 20 d'Asie et du Pacifique, 12 d'Europe et d'Amérique du Nord et 13 d'Amérique latine et des Caraïbes. Les deux rapports sur des sites mixtes viennent d'Amérique latine et des Caraïbes (voir **Annexe IV**). Dans certains cas, des rapports sur l'état de conservation d'un bien ont été étudiés par le Comité et également par le Bureau. Des rapports sur l'état de conservation de l'ensemble des 22 biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril ont été étudiés par le Comité et/ou par le Bureau en 1997.

Le Centre du patrimoine mondial a accordé une attention particulière aux biens du patrimoine mondial qui subissent des troubles civils, notamment les sites naturels de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) et le site archéologique de Butrinti, Albanie. Une rapide mission d'évaluation a été envoyée à Butrinti à la fin d'octobre 1997 (voir **WHC-97/CONF.208/INF.15**) et une rapide mission d'évaluation sera envoyée en République démocratique du Congo dès que les conditions de sécurité le permettront (voir point 10 pour plus de détails).

Un **Rapport de synthèse sur l'état de conservation de biens culturels du patrimoine mondial dans la région Asie et Pacifique** inscrits avant 1992 est en préparation. La plupart des rapports sur l'état de conservation des 99 sites du patrimoine mondial d'Asie et du Pacifique ont été reçus par le Centre du patrimoine mondial. Il est prévu de présenter le projet de Rapport de synthèse à la 22^e session du Bureau. Le Rapport comportera une présentation des différents types de cadres juridiques et réglementaires de protection et de conservation des biens culturels d'Etats parties de la région Asie et Pacifique, ainsi que des esquisses des pays et des sites. Les problèmes les plus importants et les "meilleures pratiques" de conservation de sites culturels du patrimoine mondial seront également présentés dans ce Rapport.

Le Centre a participé à un séminaire de suivi tenu à Røros, Norvège, en septembre 1997, où il a été débattu du **suivi et de la soumission de rapports sur l'état de conservation pour les sites nordiques**. Ce séminaire faisait partie de la stratégie sur trois ans du NWHO. Le NWHO va

préparer un rapport sur l'état de conservation des biens nordiques d'ici la fin de 1998 et envisage de le mettre à jour par la suite.

Le ministère indien de l'Environnement et des Forêts a accueilli une **réunion de gestionnaires de sites naturels du patrimoine mondial du Sud de l'Asie** à New Delhi et dans le Parc national de Keoladeo, Inde, du 16 au 19 janvier 1997. Des rapports sur l'état de conservation des 8 sites naturels du patrimoine mondial du Sud de l'Asie ont été présentés à cette réunion. Des visites de sites des trois sites indiens du patrimoine mondial (Manas, Kaziranga et Keoladeo) ont été effectuées et des projets d'assistance d'urgence (Manas) et technique (Kaziranga) ont été mis au point pour la période 1997-1999.

A la 29^e **Conférence générale de l'UNESCO**, une **Résolution sur le suivi et la soumission de rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial** a été adoptée. La Résolution

Invite les Etats parties à la Convention du patrimoine mondial à soumettre, conformément à l'article 29 de la Convention, par l'intermédiaire du Comité du patrimoine mondial, par la voie de son Secrétariat, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, des rapports sur les dispositions législatives et administratives et autres mesures qu'ils ont prises pour l'application de la Convention, incluant l'état de conservation des biens du patrimoine mondial situés sur leur territoire,

et

Invite le Comité du patrimoine mondial à définir la périodicité, la forme, la nature et l'importance de la soumission périodique de rapports sur l'application de la Convention du patrimoine mondial et sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial et à étudier ces rapports et à réagir dans le respect du principe de la souveraineté des Etats,

et

Invite le Comité du patrimoine mondial à inclure dans ses rapports à la Conférence générale, présentés conformément à l'article 29.3 de la Convention, ses conclusions concernant l'application de la Convention par les Etats parties.

Il est maintenant demandé à la 21^e session du Comité d'étudier la décision de la Conférence générale et de prendre les décisions appropriées (voir **WHC-97/CONF.208/6** et **WHC-97/CONF.208/7**).

9. Assistance internationale

La mise en œuvre de l'assistance internationale telle qu'approuvée par le Bureau, le Comité et la Présidente, est résumée à l'Annexe III de **WHC-97/CONF.208/14** en date du 31 août 1997. Certains faits marquants des activités d'assistance internationale au titre du Fonds du patrimoine mondial en 1997 ont également été brièvement résumés ci-dessous.

(i) Assistance préparatoire

Au cours de 1997, une **assistance préparatoire** a été approuvée pour les Etats parties suivants : Bolivie, Costa Rica, Ethiopie, Guyane, Jamaïque, Laos, Lettonie, Malte, Maroc, Népal, Nigeria, Philippines, Sénégal et Soudan, entre autres.

(ii) Assistance technique

Certains exemples de projets qui ont bénéficié de l'assistance technique du Fonds du patrimoine mondial sont décrits ci-après.

Une subvention d'assistance technique pour l'estimation de l'état de conservation de Lalibela, **Ethiopie**, a été approuvée et un projet pilote de conservation a été préparé.

Dans la Zone archéologique de Chan Chan, site du patrimoine mondial en péril au **Pérou**, un cours panaméricain sur la conservation et la gestion de l'architecture en terre s'est tenu à la fin de 1996. Ce cours a étudié les politiques de conservation et de gestion adaptées au site et contribuera à sa planification future. Une **assistance technique** au titre du Fonds du patrimoine mondial a été fournie en 1997 pour renforcer les structures de gestion, ainsi qu'une **assistance d'urgence** pour préparer le site au phénomène du Niño qui devrait avoir un impact très important sur place.

Des subventions d'assistance technique pour les travaux de restauration de la Maison Al-Sinnari, dans le Caire islamique, **Egypte**, ont été approuvées en 1996 et 1997. Les travaux de restauration entrepris en coopération avec l'Ambassade de France devraient être terminés en 1998.

La mise en œuvre d'une subvention d'assistance technique pour contrôler les inondations à Pétra, **Jordanie**, approuvée en 1995, continue à être repoussée et interrompue en raison de mauvaises conditions météorologiques au printemps dernier.

La première phase des travaux de restauration est terminée et la seconde phase a commencé pour les Thermes au sud de Bosra, **République arabe syrienne**, qui ont bénéficié d'une subvention d'assistance technique en 1996.

Des travaux de protection contre les inondations à Quseir Amra, **Jordanie**, qui ont bénéficié d'une subvention d'assistance technique approuvée en 1995, sont maintenant achevés en étroite collaboration avec la Direction des Antiquités de Jordanie et l'Institut français d'Archéologie du Proche-Orient (IFAPO). De plus, dans le même cadre, des spécialistes français ont terminé les plans du Centre d'accueil des visiteurs avec les autorités nationales concernées qui ont déjà approuvé le plan de construction.

Une subvention d'assistance technique a été fournie pour une étude sur "**L'identification de sites naturels potentiels dans les pays arabes**" préparée par le Pr Ghabbour, de l'Université du Caire. Les sites naturels du patrimoine mondial sont actuellement sous-représentés dans la région arabe qui ne compte que trois sites naturels et un site mixte du patrimoine mondial. Un exemplaire de l'étude sera fourni aux Etats parties de la région arabe pour information.

Une assistance technique a été fournie au centre historique de Vilnius, **Lituanie**, dans le cadre du programme de réhabilitation de la vieille ville. Le rapport sur la conférence internationale de donateurs et investisseurs potentiels, qui s'est tenue du 24 au 26 février 1997 a été publié. Le Centre du patrimoine mondial et le PNUD poursuivent le projet commun de réhabilitation et la création officielle de l'Agence de revitalisation du vieux Vilnius (OTRA) est en cours. Une assistance complémentaire a également été fournie pour une mission d'expert et pour permettre à l'ICCROM de donner des conseils sur la restauration et la conservation d'une église du XVII^e siècle ornée de fresques située dans la vieille ville de Vilnius.

Des fonds ont été fournis au gouvernement du **Sri Lanka** pour effectuer une recherche scientifique sur ses six sites culturels du patrimoine mondial et ont été utilisés pour l'achat d'équipement de recherche essentiel.

Le projet de 1996 sur "L'éducation et la sensibilisation du public à la protection du Parc marin du récif de Tubbataha", **Philippines**, est achevé et une nouvelle phase de formation sur "Les dimensions scientifiques et humaines de la gestion du récif de Tubbataha en tant que site naturel du patrimoine mondial" est prévue pour 1998.

D'autres projets d'assistance technique ont été mis en œuvre, notamment pour l'achat d'équipement pour la baie d'Ha-Long, **Viet Nam** ; le Mont Nimba, **Guinée** ; et le Parc de Talamanca La Amistad, **Costa Rica**.

(iii) Assistance de formation

Quelques exemples d'activités de formation qui ont reçu l'appui d'assistance de formation du Fonds du patrimoine mondial sont décrits ci-dessous.

Pour les Etats arabes, une assistance de formation a été fournie pour : un cours régional de formation pour la conservation et la protection des monuments culturels et des sites destiné à des architectes du Maghreb, **Tunisie** ; une étude internationale et un projet de conservation pour Tumilat, **Egypte** ; et la formation d'architectes algériens pour la Casbah d'Alger, Algérie.

Avec l'aide d'une assistance de formation, des membres du personnel du site de la baie d'Ha-Long, **Viet Nam**, ont bénéficié d'une formation sur place et d'une visite d'échange au Récif de la Grande Barrière, Australie.

Le cours de formation sur la gestion des zones humides au Parc national de Keoladeo, **Inde**, approuvé par le Bureau en 1996, doit se tenir en novembre 1997.

Dans le cadre de la première activité liée à l'application de la *Convention* en ce qui concerne le patrimoine naturel en Malaisie, trois Malais (respectivement de la Péninsule de Malaisie, de Sabah et de Sarawak) ont reçu une aide pour suivre pendant trois mois (mai-juillet) un cours sur la gestion de la faune sauvage et des aires protégées au Wildlife Institute of India de Dehra Dun, Inde.

Un appui a été fourni à trois participants d'**Amérique latine** pour leur permettre de suivre le bref cours spécial sur "La gestion des zones humides et des aires protégées" tenu à Fort Collins, Colorado, Etats-Unis, en juillet-août 1997 ainsi qu'au 29^e cours international de gestion des aires protégées pour la région d'Amérique latine organisé par le CATIE, Costa Rica, en février-mars 1997.

Un séminaire de formation destiné aux gestionnaires de sites d'Amérique centrale s'est tenu à Copan, **Honduras**, du 3 au 7 février 1997. Ce séminaire a reçu l'appui du Fonds du patrimoine mondial et a été organisé par l'Institut d'Anthropologie et d'Histoire du Honduras ; dix-neuf participants de Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama y ont assisté.

Le premier cours régional sur "La conservation urbaine et territoriale intégrée" s'est tenu à l'Université fédérale de Pernambuco, Recife, **Brésil**, en collaboration avec l'ICCROM.

Des rapports présentés à différents ateliers techniques sur le patrimoine mondial qui ont reçu une aide en 1997 en **Amérique latine et Caraïbes** ont permis de rassembler des données et des informations importantes sur l'état de conservation de biens naturels et mixtes du patrimoine mondial dans la région. Il est prévu de réaliser un certain nombre de publications à partir de ces conclusions en 1998. Les ateliers incluaient notamment un séminaire international destiné aux gestionnaires de sites du patrimoine mondial d'Amérique latine, organisé par le National Park Service des Etats-Unis, tenu dans le Parc national des Everglades du 10 au 14 novembre 1997 ; le premier Congrès latino-américain des Parcs, tenu à Santa Marta, Colombie du 23 au 28 mai 1997 ; et le second Congrès de "l'International Rangers Federation", tenu au Costa Rica du 24 au 29 septembre 1997.

Un séminaire de formation a été organisé par l'ENGREF avec des étudiants d'Afrique francophone dans la Réserve de faune de Dja, **Cameroun**. La formation a été essentiellement centrée sur la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial* au niveau du site et à la participation des populations locales à la protection du site. Un rapport détaillé sur le séminaire a été présenté au Centre en octobre 1997.

Six étudiants au total venant d'Etats parties à la *Convention du patrimoine mondial* ont été envoyés aux Ecoles de gestion de la faune sauvage de Garoua, **Cameroun** et de Mweka, **Tanzanie** pour l'année universitaire débutant en septembre 1997.

Le 4^e séminaire de formation destiné aux gestionnaires de Réserves de biosphère et sites du patrimoine mondial de la région arabe s'est tenu au Centre de Formation à l'Environnement de Mehdiya, **Maroc**, du 5 au 16 mai 1997, avec la participation du Centre du patrimoine mondial. Des participants d'agences pour l'Environnement et de gestionnaires de sites du patrimoine mondial et autres aires protégées de 8 Etats parties de la région arabe ont suivi ce cours.

Un cours international de formation sur "L'importance de l'architecture vernaculaire et les problèmes de sa conservation" a eu lieu du 15 au 29 septembre 1997 en **Géorgie**. Un rapport détaillé sur ce cours de formation a été présenté au Centre en octobre 1997.

(iv) Assistance d'urgence

Une assistance d'urgence a été fournie à deux sites culturels du patrimoine mondial dans la région Asie et Pacifique. Une assistance a été accordée pour une étude structurelle urgente destinée à définir des mesures de conservation adaptées pour le **Temple du Soleil à Konarak, Inde** et pour des réparations d'urgence à l'un des toits du **Palais de Patan, Vallée de Kathmandu, Népal**. Les pluies de mousson exceptionnellement importantes, liées au phénomène d'El Niño, constituent des menaces supplémentaires pour de nombreux sites du patrimoine mondial de la région du Sud de l'Asie.

Il a fallu également fournir une assistance d'urgence à la **Zone archéologique de Chan Chan, Pérou** afin de protéger sa fragile architecture en terre contre les pluies importantes prévues en raison du phénomène d'El Niño.

Une mission au **Sanctuaire de faune de Manas**, prévue depuis 1992, a été organisée en janvier 1997. Le gouvernement indien met maintenant en œuvre un plan de réhabilitation du site avec d'importantes contributions du Fonds du patrimoine mondial fournies au titre de l'assistance d'urgence. Un financement notable de ce projet est également fourni par les autorités indiennes.

En octobre 1997, une mission a été entreprise pour évaluer le travail entrepris dans le cadre de l'assistance d'urgence approuvée en 1994 pour la vieille ville de Shibam et la ville historique de Zabid, **Yémen**.

10. Patrimoine mondial en péril et patrimoine mondial menacé

(i) République démocratique du Congo

L'état de guerre dans l'ex-Zaïre devenu la République démocratique du Congo et l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi posent des problèmes humanitaires à la communauté internationale et ont sérieusement menacé quatre des cinq sites naturels du patrimoine mondial de ce pays. Le Comité a déjà inscrit le **Parc national de la Garamba** et le **Parc national des Virunga** sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Le Bureau, à sa 21^e session, a également recommandé l'inclusion du **Parc national du Kahuzi-Biega** et la **Réserve de faune à okapis** sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Dans tous ces sites du patrimoine mondial, l'infrastructure a été détruite, les installations et les équipements pillés et le personnel a été réduit au strict minimum, ce qui le rend incapable d'atténuer les graves menaces qui pèsent sur l'intégrité de ces sites. La recommandation du Bureau proposant l'organisation par l'UNESCO d'une mission de haut niveau en République démocratique du Congo pour attirer l'attention des autorités de l'Etat partie sur ses obligations et responsabilités aux termes de la *Convention* n'a pas été mise en œuvre. Bien que la République démocratique ait invité l'UNESCO à envoyer une telle mission de haut niveau, l'Organisation n'a pu le faire pour des raisons de sécurité et autres considérations.

Le Centre entretient une étroite coopération avec des ONG internationales de conservation déjà actives dans le pays et qui contrôlent la situation sur place. Le Bureau central de l'UICN en Afrique prévoit une mission en République démocratique du Congo au début de 1998 et préparera des rapports sur l'état de conservation de sites du patrimoine mondial en péril ainsi que sur l'autre site du patrimoine mondial, à savoir le **Parc national de la Salonga**.

Pendant la Conférence générale de l'UNESCO, une réunion a été organisée entre le personnel du Centre et le nouveau directeur de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) qui a récemment effectué une mission dans trois des cinq sites du patrimoine mondial de la République démocratique du Congo. Des informations à jour seront présentées aux 21^e sessions du Bureau et du Comité.

(ii) Incendies en Indonésie

Des incendies ont éclaté dans les îles indonésiennes de Sumatra et Kalimantan depuis des mois et ont détruit de très grandes surfaces de forêts dans une région tropicale du monde bien connue des spécialistes de la conservation de la nature comme point chaud de la diversité biologique de la planète. Des menaces pèsent maintenant sur des sites classés et peut-être plusieurs sites naturels potentiels du patrimoine mondial dans la région.

Les dégâts causés aux sites du patrimoine mondial sont négligeables. Un incendie a atteint le **Parc national d'Ujung Kulon** a pu être maîtrisé en limitant les dommages à deux hectares. De vastes étendues forestières et des tourbières ont toutefois été endommagées et l'on connaîtra le degré de perte de valeurs potentielles du patrimoine mondial quand les Etats parties concernés d'Asie du Sud-Est, l'Indonésie et les états malais de Shaba et du Sarawak en particulier, proposeront à l'inscription de nouveaux sites des provinces biogéographiques de Java et Bornéo.

Les incendies, résultant d'une combinaison d'effets dus à El Niño, ont provoqué de la sécheresse dans la région du Pacifique occidental et les incendies volontaires de végétation allumés par des concessionnaires forestiers et des populations rurales donnent une idée du degré et de l'importance des menaces auxquelles seraient confrontés les sites naturels du patrimoine mondial si les prédictions scientifiques actuelles étaient même partiellement exactes.

(iii) Butrinti, Albanie

Le célèbre site archéologique de **Butrinti**, Albanie, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1992 en tant qu'exemple exceptionnel d'influences culturelles grecques, romaines, byzantines, illyriennes et vénitiennes, a subi des dégâts dus au pillage résultant des troubles civils. Une mission commune d'évaluation UNESCO-ICOMOS-Fondation Butrint a été envoyée sur place du 20 au 24 octobre 1997. La mission a préparé une évaluation des conditions du site et recommande la mise au point d'un programme de mesures correctives (voir **WHC-97.208/INF.15**).

(iv) Parc national de l'Ichkeul, Tunisie

A la suite de l'inclusion du **Parc national de l'Ichkeul, Tunisie**, sur la Liste du patrimoine mondial en péril en raison des sérieuses menaces qui pesaient sur les écosystèmes de ses zones humides et sur les valeurs du site, le secrétariat de la Convention de Ramsar a effectué une mission sur place en janvier-février 1997. L'Etat partie a fourni un rapport détaillé sur le "Programme d'action de sauvegarde du Parc national de l'Ichkeul" le 11 octobre 1997 et ces informations seront fournies à la 21^e session du Comité.

11. Autres activités de formation

En plus des activités de formation financées au titre de l'assistance de formation du Fonds du patrimoine mondial mentionnées au point 9 (iii) ci-dessus, le Centre s'est engagé dans d'autres activités de formation dont celles qui sont notées ci-dessous.

A la suite de l'adoption de "Principes directeurs en matière de formation" par le Comité à sa 20^e session, un renforcement de la coopération entre le Centre, l'ICCROM, CRATerre EAG et les Etats parties a permis de développer l'application de la Stratégie de formation.

En 1997, des projets de formation concernant le patrimoine culturel in situ ont été mis en œuvre en Gambie et au Ghana. Quarante-quatre pays d'Afrique sub-saharienne ont reçu un questionnaire établi par le Centre et le Projet GAIA afin d'évaluer leurs besoins de formation en matière de patrimoine culturel.

Un protocole a été signé avec l'ICCROM, CRATerre EAG et le Centre pour la mise en œuvre de la Stratégie de formation en Afrique. La mission commune de l'ICCROM et du Centre en Afrique de l'Est pour estimer les capacités des centres de formation a été effectuée en novembre 1997.

Un cours de formation sur "Le patrimoine mondial naturel et culturel" a été organisé par l'Université de Lisbonne, Portugal, d'avril à juin 1997 avec la participation de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial.

Les activités régionales de formation en matière de patrimoine culturel en Amérique latine et dans les Caraïbes ont été centrées sur la collaboration avec des universités et des centres de formation, sur l'appui apporté aux cours et la mise en réseau des gestionnaires de sites.

12. Documentation, information et éducation

(i) Vue d'ensemble

D'importants progrès ont été réalisés dans la numérisation et l'indexage des documents officiels du patrimoine mondial afin d'en simplifier la consultation. Une base de données sur les listes indicatives a été créée en 1997 et facilite la mise en œuvre de la Stratégie globale. Les bases de données existantes ont été mises à jour et la production de documentation imprimée, d'un coffret de présentation de diapositives et d'une exposition itinérante, approuvée par le Comité à sa 20^e session, a également été achevée. Une auto-évaluation de la capacité du Centre et de ses méthodes de travail en matière d'information et de documentation a été instaurée et partagée avec les commissaires aux comptes lors de la revue de la gestion (voir point 4).

Une nouvelle présentation du site Web du patrimoine mondial a été mise au point pour le rendre plus convivial et limiter au maximum les réponses individuelles aux questions du public qui prennent du temps.

Les relations avec les partenaires des médias pour la production de publications, films, CD-ROM et autres produits multimédias ont été centrées sur une validation du contenu de produits de diffusion de l'information afin d'assurer une qualité acceptable et une approche éducative.

(ii) Information sur le patrimoine mondial

Le **kit d'information sur le patrimoine mondial** composé de la **carte** et de la **brochure sur le patrimoine** annuellement mises à jour, ainsi que d'autres documents imprimés sur la *Convention* et ses activités, a continué à être un outil de sensibilisation essentiel pour les partenaires nombreux et variés qui participent à la conservation du patrimoine mondial. Ces documents d'information ont été particulièrement utiles pour distribution à la presse lors de conférences, ateliers et manifestations spéciales telles que le Forum des jeunes de Beijing, la réunion de Stratégie globale tenue à Suva, Fidji et lors de nombreuses de commémoration d'inscription de sites sur la Liste du patrimoine mondial.

Le kit d'information de base a également été très utile pour répondre aux nombreuses demandes journalières d'informations qui arrivent au Centre par courrier, téléphone et E-mail ; il a également contribué à donner l'idée aux médias de préparer des articles de fond, des suppléments spéciaux, des reportages télévisés et des documentaires.

La **carte** et la **brochure sur le patrimoine mondial** ont été présentées sous une nouvelle forme et imprimées en anglais (12.500 ex.), français (6.500 ex.) et espagnol (4.000 ex.).

Une **série de 4 affiches** sur la *Convention du patrimoine mondial* a été éditée (2.500 exemplaires au total en anglais et en français).

Le **kit d'information** a été traduit en espagnol, mis à jour en anglais et en français et produit en 10.000 exemplaires au total.

La **Liste du patrimoine mondial**, la **Liste du patrimoine mondial en péril** et la **liste des Etats parties** ont été mises à jour en anglais et en français.

Les **brèves descriptions** des sites du patrimoine mondial ont été mises à jour en anglais et en français.

(iii) Expositions et manifestations spéciales

Un **coffret de diapositives sur le patrimoine mondial** (présentant des photos et des textes sur diapositives) a été élaboré en anglais.

L'exposition itinérante pour le 25^e anniversaire, exposition facilement transportable sur le processus de conservation du patrimoine mondial (en anglais) a été terminée.

En 1997, les manifestations spéciales ont inclus le lancement d'une campagne d'information pour le 25^e anniversaire de la *Convention*, au cours des deux **Journées du patrimoine** en France. Le drapeau du patrimoine mondial et du matériel d'information ont été fournis aux 22 sites inscrits en France et une grande manifestation a été organisée à Paris par le Centre, en coopération avec le ministère français de la Culture et de la Communication, de grands organes de presse et des médias et l'appui du secteur privé. On a recensé 10 millions de visiteurs dans les monuments historiques français, dont un grand nombre dans les sites français du patrimoine mondial.

En février 1997, les Amis de l'UNESCO au Royaume-Uni ont organisé, en collaboration avec English Heritage, une réunion d'une journée pour discuter de la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial* au **Royaume-Uni**. A l'occasion du 25^e anniversaire de la *Convention*, English Heritage a organisé une conférence d'une journée le 21 octobre 1997 qui a réuni plus de 400 personnes pour discuter de la future mise en œuvre de la *Convention* au Royaume-Uni et de nouvelles voies de politique concernant le patrimoine culturel dans ce pays. La réunion a prouvé l'engagement du Royaume-Uni envers la *Convention du patrimoine mondial* et a rassemblé des gestionnaires de sites et des décideurs au cours d'un débat sur la future mise en œuvre de la *Convention*.

De nombreuses **cérémonies marquant l'inscription de sites** ont eu lieu en 1997, par exemple à Salzbourg, Autriche. Organisée par la ville de Salzbourg en coopération avec le Centre et avec le parrainage d'entreprises, la cérémonie s'est accompagnée d'expositions de photos, de présentations de reportages vidéos et d'expositions artistiques, ainsi que de concerts et d'autres manifestations, avec la participation de plus de 1.000 artistes dans les lieux publics et installations de la ville. Les informations sur le patrimoine mondial ont été largement couvertes par la presse et les médias et diffusées dans toute l'Autriche et au-delà.

L'inscription de sites sur la Liste du patrimoine mondial a également été commémorée lors de **cérémonies d'apposition de plaques du patrimoine mondial** à Pannonhalma, Hongrie ; Karst Aggtelek et karst slovaque, Hongrie et Slovaquie ; Ravenne, Ferrare et Naples, Italie ; Salzbourg et Schönbrunn, Autriche ; Lednice-Valtice, République tchèque ; Meknès, Maroc, etc.). Au total, trente certificats ont été remis à des sites du patrimoine mondial dans 17 pays.

En octobre 1997, un **Circuit de presse sur le patrimoine mondial** a été organisé par Fritids Resor, agence de tourisme suédoise, en coopération avec le Programme Méditerranée du WWF et le Centre du patrimoine mondial, afin de promouvoir et de créer une sensibilisation du public au travail de la *Convention du patrimoine mondial* et à l'importance et la nécessité de sauvegarder ce patrimoine.

(iv) Publications

La **Revue du patrimoine mondial**, publication trimestrielle depuis bientôt deux ans, progresse vers la viabilité commerciale. Trois numéros de la Revue ont été publiés entre janvier et novembre 1997 (en anglais, français et espagnol, à 10.000 exemplaires au total par numéro) en coédition entre les Ediciones San Marcos, les Editions Faton et l'UNESCO. Des négociations sont en cours avec un éditeur possédant un siège au Royaume-Uni et un aux Etats-Unis, ce qui augmenterait la diffusion de façon importante. Des partenariats pour des versions en d'autres langues (japonais et coréen) sont également en cours de discussion. Un **concours de photos sur le patrimoine mondial** lancé en 1997 par l'UNESCO avec l'appui de Lufthansa et de l'Hôtel Hilton devrait favoriser une augmentation des abonnements à la Revue.

Trois numéros de **La Lettre du patrimoine mondial** (5.000 exemplaires chacun) ont été publiés en anglais et en français, en plus des 18 numéros de WHNEWS (au 11 novembre 1997) en édition électronique.

Une **brochure** sur les sites du patrimoine mondial à Cuba a été publiée en version espagnole/française (1.000 ex.).

L'Agenda 1998 du patrimoine mondial (coédité par l'UNESCO et San Marcos) a été produit en 10.000 exemplaires dans une nouvelle présentation à couverture souple.

(v) Internet

En mars, à la demande de la 20^e session du Comité du patrimoine mondial, le Centre a rendu accessible sur Internet une **liste d'assistance internationale** fournie au titre du Fonds du patrimoine mondial en 1996 et au début de 1997.

L'**Annexe V** montre le nombre de demandes d'information reçues sur les pages Web du Centre du patrimoine mondial entre mai 1996 et septembre 1997. Les **statistiques du Web** indiquent que la popularité des pages Web du Centre continue à augmenter. Le rapport d'octobre 1997 indique que le Centre a reçu environ 20% de toutes les requêtes ("hits") adressées au serveur de l'UNESCO et que le nombre de requêtes pour la dernière semaine d'octobre était d'environ 16.661, soit environ deux fois plus qu'en juin.

La **page Web la plus populaire de l'UNESCO** est la Liste du patrimoine mondial elle-même (6.978 accès en octobre), suivie par la page d'accueil du Centre (6.678 accès), puis "Tout savoir sur la Liste" (2.169) et "Informations" (2.074). La plus populaire des pages consacrées aux différents sites a été celle d'Angkor (178), suivie par le Mont-Saint-Michel (166) et la Grande Muraille de Chine (166). Les rapports du Comité les plus populaires ont été ceux de 1996 (243), 1979 (164) et 1988 (74 accès en octobre). En octobre 1997, le site Web du Centre a été consulté par des personnes de plus de 87 Etats parties.

Enfin, au cours de l'année passée, les **Républiques d'Asie centrale** ont fait part d'un intérêt accru pour la *Convention du patrimoine mondial*. Le Centre a organisé une mission en septembre au Kazakstan pour aider les autorités des cinq Républiques à mettre en œuvre la *Convention* et à discuter de la préparation d'un réseau régional de communication basé sur Internet entre des organisations nationales et des organismes consacrés au patrimoine dans la région. Le Centre collabore avec le Secteur de l'UNESCO pour la communication, l'information et l'informatique pour ce projet.

(vi) Projet éducatif sur le patrimoine mondial et les jeunes

A la suite des trois Forums de jeunes sur le patrimoine tenus en 1995 et 1996 (Bergen, Norvège ; Dubrovnik, Croatie et Victoria Falls, Zimbabwe), un **Forum de jeunes sur le patrimoine mondial pour l'Asie et le Pacifique** s'est tenu à Beijing, Chine, du 15 au 21 septembre 1997. Au total, 100 élèves et enseignants de 20 pays d'Asie et du Pacifique, y compris 25 élèves et enseignants chinois, ont participé à cette activité.

En 1997, le kit pédagogique sur le patrimoine mondial destiné aux enseignants intitulé **Le patrimoine mondial et les jeunes** a été mis au point en anglais et en français.

Ce kit de 165 pages comprend des activités à réaliser en classe et des activités périscolaires, des photos de sites du patrimoine mondial de différentes régions du monde et des exemples de projets réalisés à ce jour, une affiche en couleur et des fiches traitant des rubriques suivantes :

- **Approches éducatives du patrimoine mondial**
- **La Convention du patrimoine mondial**
- **Patrimoine mondial et identité**
- **Patrimoine mondial et tourisme**
- **Patrimoine mondial et environnement**
- **Patrimoine mondial et culture de paix**
- **Matériels d'enseignement**

Annexes

Annexe I	Etats parties à la <i>Convention du patrimoine mondial, 1973-1997</i>
Annexe II	Sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, par région
Annexe III	Nouvelles propositions d'inscription en 1997
Annexe IV	Rapports sur l'état de conservation de biens, par région, en 1997
Annexe V	Statistiques d'utilisation du site Web sur le patrimoine mondial en 1997